



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 19 MARS 2024**

mettant en demeure la société Quartz de Haguenau au lieu-dit HARDT RECHTS à BATZENDORF  
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 I ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013 autorisant la société Quartz de Haguenau à exploiter sa carrière de BATZENDORF au lieu-dit HARDT RECHTS ;
- VU** le rapport du 26 janvier 2024 de la visite du 15 janvier 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 6.12 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013 dispose que les rejets à l'extérieur du site sont interdits ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection, le 15 janvier 2024, a constaté l'absence de dispositif interdisant l'écoulement des eaux à l'extérieur du périmètre du site, au sud de l'exploitation (zone topographiquement la plus basse du site) sur une longueur d'environ 200 m ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 1.10 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013 dispose que l'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou les incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et que l'exploitant doit préciser notamment, dans un rapport transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées : - les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, - les effets sur les personnes et sur l'environnement, - les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a déclaré lors de l'inspection du 15 janvier 2024 que des accidents étaient survenus à l'automne 2023 (brèches et déversements d'eaux à l'extérieur du périmètre) sans qu'il en ait informé l'Inspection à ce moment ni produit de rapport ;

**APRÈS** échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

**SUR PROPOSITION** du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : prescriptions à respecter**

La société QUARTZ DE HAGUENAU est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations au lieu-dit HARDT RECHTS à BATZENDORF de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions :

- de l'article 6.12 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013 susvisé reprises ci-après :  
« (...). Les rejets à l'extérieur du site sont interdits. » ;
- de l'article 1.10 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013 susvisé reprises ci-après :  
« l'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou les incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement (...) Il précise notamment, dans un rapport transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées :- les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident,- les effets sur les personnes et sur l'environnement,- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.» ;

### **Article 2 : mesures de publicité**

En application des dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 3 : sanctions administratives**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 : voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

### **Article 5 : exécution**

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société QUARTZ DE HAGUENAU par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Batzendorf.

La préfète,  
Pour la Préfète et par délégation  
le Secrétaire Général



**Mathieu DUHAMEL**